

PARANOMA

**LA SANTÉ DE DEMAIN :
ENTREPRISES, IA ET PRÉVENTION**

Octobre 2025



Olivier CHABANON

Directeur délégué Plan French Care,
BPIFRANCE

“ La profusion d’innovations médicales développées ces dernières décennies a profondément redessiné le paysage de la santé et transformé la vie des patients. Le doublement de l’espérance de vie en un siècle en est probablement l’illustration la plus frappante.

Aujourd’hui, de nouvelles révolutions sont à l’œuvre : thérapies cellulaires et génétiques, intelligence artificielle, robotique chirurgicale, réalité virtuelle, téléconsultation... Elles transforment déjà la médecine et l’organisation de notre système de soins.

La France dispose d’atouts solides pour accompagner cette dynamique : des formations médicales de qualité, une recherche d’excellence, des domaines d’expertise reconnus comme les maladies rares, l’oncologie ou l’immunothérapie, et un réseau hospitalier qui maille tout le territoire. Mais surtout, un tissu entrepreneurial dynamique et des industriels de premier plan.

Car oui, les entreprises – startups, PME, ETI, grands groupes – sont au cœur des ruptures technologiques qui redessinent la médecine moderne. Leurs innovations, thérapeutiques, technologiques ou organisationnelles, irriguent déjà le quotidien des patients et des soignants. Les soutenir, c’est garantir la compétitivité de la France, sa souveraineté sanitaire et une santé accessible pour tous.

L’IA jouera également un rôle clé. Elle s’impose déjà dans la recherche de molécules,

l’imagerie médicale, l’optimisation hospitalière ou le suivi personnalisé des patients. Son déploiement à grande échelle permettra d’accélérer la recherche, d’ouvrir des perspectives inédites en médecine personnalisée et de redonner du temps au soin.

Autre mutation décisive : la prévention. Dans un système longtemps centré sur le traitement, la logique s’inverse. Mieux vaut éviter la maladie que la subir. Cette bascule est une chance immense pour améliorer la qualité de vie et contenir les dépenses de santé, point particulièrement clé dans le contexte budgétaire actuel.

Mais la santé de demain ne reposera pas seulement sur la technologie. Elle sera le fruit d’une collaboration étroite entre chercheurs, soignants, entrepreneurs, industriels, investisseurs et patients.

Rappelons que c’est dans cet esprit qu’a été lancée en 2022 La French Care, initiative portée par Bpifrance pour fédérer toutes ces énergies. Son rôle : créer des ponts, donner de la visibilité, mobiliser financements et accompagnements pour transformer les innovations d’aujourd’hui en solutions de demain. L’ambition de Bpifrance de déployer 10 milliards d’euros sur cinq ans témoigne de sa confiance dans la vitalité et le potentiel de la healthtech française.

Ce numéro de *Panorama* s’inscrit dans cette dynamique. Il rassemble des regards complémentaires – experts, entrepreneurs, chercheurs, acteurs économiques – qui, chacun à leur manière, dessinent les contours de la santé de demain.

Bonne lecture.

“ Il n’y a pas de contradiction entre ouverture à l’innovation et régulation. Au contraire, les deux se renforcent mutuellement. ”



David GRUSON

Ancien directeur général de CHU et conseiller du Premier ministre chargé de la Santé, aujourd’hui à la tête du programme Santé & Autonomie du groupe La Poste et fondateur d’Ethik-IA, David Gruson observe au plus près la transformation du système de santé par l’intelligence artificielle. Il appelle à dépasser les oppositions entre innovation et régulation pour inventer une gouvernance collective, fondée sur la responsabilité et la confiance. Son mot d’ordre : faire de l’IA un moteur de progrès, sans jamais renoncer à la garantie humaine.

L’IA en santé est en plein essor, qu’est-ce qui a véritablement changé ces cinq dernières années ?

En cinq ans, nous avons clairement changé d’échelle et l’arrivée de l’IA générative a tout accéléré. La technologie la plus mature reste l’apprentissage machine par reconnaissance d’images. Il s’agit d’entraîner un algorithme à détecter les signes d’une pathologie sur des clichés médicaux – scan, IRM, fond d’œil –, des technologies particulièrement développées en traumatologie, radiologie, dermatologie ou ophtalmologie. Mais depuis quelques mois, l’IA s’est davantage démocratisée, les verrous psychologiques ont sauté.

On voit apparaître des applications concrètes sur le terrain avec des protocoles d’utilisation d’IA en zones rurales pour permettre un diagnostic à distance, ou encore des mammographes équipés d’algorithmes de détection, qui rapprochent le dépistage du cancer du sein des femmes éloignées du système de santé. L’IA générative, elle, ouvre un nouveau champ d’usages : synthèse automatique de la littérature scientifique, aide à la recherche, voire rédaction automatique des lettres de liaisons médicales. C’est ce que nous faisons avec Dalvia Santé, un dispositif développé par Docaposte, aujourd’hui en déploiement accéléré en contexte hospitalier. On est donc entrés dans une phase de diffusion à grande échelle – pas seulement technologique mais aussi organisationnelle.

Quel rôle l’IA peut jouer dans la prévention ?

Prendre le tournant de la prévention, c’est le défi auquel fait aujourd’hui face notre système de santé. Pour qu’une IA soit efficace, elle doit s’appuyer sur des données représentatives du parcours de soins d’un patient. Or, en France, les données sont encore trop cloisonnées entre médecine de ville, systèmes hospitaliers et système d’information de l’assurance-maladie. L’enjeu, c’est donc de créer de vraies passerelles entre ces bases, en s’appuyant sur des standards internationaux d’interopérabilité (FHIR ou HL7). Avec d’autres acteurs majeurs des systèmes d’information en santé, La Poste Santé & Autonomie a publié un livre blanc au mois de mai dernier dans le cadre de SantExpo. C’est un axe stratégique porté par Dominique Pon, directeur général de La Poste Santé & Autonomie. C’est tout le sens du mouvement vers la responsabilité populationnelle en santé : bâtir des parcours de prévention appuyés sur la donnée. Attention toutefois, l’IA doit rester un outil au service de celles et ceux qui sont sur le terrain. Elle peut venir utilement en aval de programme pour « aller vers » les personnes les plus éloignées de la prévention. C’est le principe du programme ICOPE développé par l’OMS et que La Poste met en œuvre sur le terrain avec les acteurs du maintien en autonomie dans une dizaine de départements. Via l’administration de questionnaires à domicile, nous sommes capables de repé-

rer des facteurs de risques pour réorienter les personnes vers les bons professionnels. L’humain reste donc essentiel tant pour aller vers les publics éloignés des acteurs de santé que pour garantir la supervision médicale tout au long du parcours. On est ici très en cohérence avec les orientations de la Stratégie Santé et Grand Âge de la Caisse des dépôts et consignations.

Quel rôle concret les entreprises peuvent-elles jouer dans cette dynamique ?

Beaucoup de startups en santé travaillent sur des outils d’IA très performants, mais tout l’enjeu est de les rendre accessibles et compatibles avec les modèles économiques des établissements de santé. Avec Ethik-IA, nous avons par exemple travaillé avec des hôpitaux sur une IA d’interprétation d’images de fractures. L’idée était de construire un modèle médico-économique viable : combien coûte l’outil, quel retour sur investissement, comment garantir une supervision médicale, etc. Ce cadre a permis de sécuriser le déploiement de l’IA aux urgences, sous la responsabilité des médecins. Le vrai défi, c’est d’allier efficacité technologique, soutenabilité économique et garantie humaine. C’est aussi ce que fait Ethik-IA, qui labellise les outils d’IA conformément aux standards éthiques du ministère de la Santé.

Quels sont les principaux enjeux éthiques, sur l’exploitation des données de santé notamment ?

Le risque principal serait de freiner la diffusion de l’IA par peur de ses dérives, car cela priverait les patients d’opportunités majeures d’accès aux soins et à l’innovation en santé. Cela dit, deux points de vigilance majeurs doivent être encadrés. Le premier, c’est la perte de contrôle humain. C’est pour cela que le règlement européen sur l’IA introduit la notion de garantie humaine. Toute solution d’IA doit rester supervisée par un professionnel. Cette obligation concerne aussi bien les concepteurs que les utilisateurs de systèmes d’IA. Le second, c’est la souveraineté technologique. Si nous perdons la maîtrise des outils de synthèse des dossiers médicaux ou des consultations orales, nous risquons de perdre le contrôle de nos données, donc de notre système de

santé. Il n’y a donc pas de contradiction entre ouverture à l’innovation et régulation. Au contraire, les deux se renforcent mutuellement.

Comment renforcer la responsabilité des entreprises de santé et de tech et leur impact positif ?

La clé, c’est la gouvernance collective. Le ministère de la Santé a lancé une concertation pour bâtir une stratégie nationale sur l’IA et c’est une très bonne chose. Les acteurs publics, les startups, les établissements, tout le monde doit être autour de la table. La Poste y contribue, notamment à travers son livre blanc sur les systèmes d’information hospitaliers. Ces contributions alimentent la réflexion publique et permettent d’orienter les appels à projets sur des sujets concrets : l’IA d’aide à la gestion des plannings hospitaliers, l’IA de pilotage des parcours de soins non programmés... L’idée, c’est de cibler des domaines à fort impact où l’IA peut vraiment changer la donne.

Si l’on se projette à 20 ou 30 ans, à quoi pourrait ressembler la médecine du futur ?

Personne ne peut prédire avec certitude à quoi ressemblera la santé, même à horizon 2030 – et ceux qui le prétendent ont un degré de crédibilité relative. Mais certaines tendances sont solides. L’IA ne supprime pas les métiers médicaux mais crée des délégations de compétences vers les professions paramédicales, tout en recentrant les médecins sur des tâches à plus forte valeur ajoutée. À l’inverse, ce sont les fonctions support – RH, finance, logistique, édition – qui s’automatisent le plus vite. La clé, c’est d’accompagner cette mutation par une véritable politique de formation et de gestion des compétences. L’innovation n’a de sens que si elle reste placée sous la garantie humaine des professionnels. C’est la meilleure assurance du progrès scientifique et du lien de confiance entre la technologie et la population.

POINT DE VUE

Déjà à l'œuvre et réelle menace pour l'Homme, l'antibiorésistance fragilise l'un des piliers de notre médecine moderne : l'efficacité des antibiotiques. Cofondateurs de Tamrisa, jeune société française née en 2024, Benoît Hennion et Wandrille Ract-Madoux décrivent les contours d'un combat scientifique et collectif, essentiel pour la santé de demain.



**Benoît HENNION
et Wandrille RACT-MADOUX**
Cofondateurs, TAMRISA

La résistance bactérienne est une menace sanitaire mondiale. Quelle en est aujourd'hui la réalité ?

La situation est déjà préoccupante. Selon une étude publiée en septembre 2024 dans *The Lancet*, les infections bactériennes résistantes sont déjà responsables de près de 4,7 millions de décès chaque année, dont 1,1 million directement imputable à la résistance elle-même. Ce phénomène n'est pas nouveau, mais s'amplifie. Les bactéries, qui existent depuis trois milliards d'années, ont toujours su s'adapter à leur environnement et ont développé des mécanismes très sophistiqués de résistance à ce qui les met en danger. Ce qui change aujourd'hui, c'est l'intensité de leur résistance aux antibiotiques, nourrie par nos usages. À ce rythme, et si l'on suit les tendances, la mortalité liée à ces infections pourrait doubler d'ici 2050. Et cela aura des conséquences dans de nombreuses disciplines médicales : chirurgie, cancérologie, greffes, dialyse... Sans antibiotiques efficaces, nos systèmes de santé modernes se retrouvent déstabilisés.

Comment en est-on arrivés là ?

En premier lieu, par un usage excessif et souvent inadapté des antibiotiques, en médecine humaine comme en élevage. Diffusés à grande échelle depuis les années 1940, les antibiotiques sont encore utilisés dans certains pays pour favoriser la croissance animale ou prescrits inutilement contre des infections virales faute d'accès aux outils de diagnostic adéquat. Ceci a fortement accéléré les efforts d'adaptation des bactéries.

À cela s'ajoute un désengagement industriel. Depuis trente ans, aucune nouvelle classe d'antibiotiques n'a été mise sur le marché. Les laboratoires ont tourné leurs efforts de recherche vers d'autres domaines jugés plus rentables, comme l'oncologie ou les maladies chroniques.

Enfin, les difficultés d'accès à certains antibiotiques, observées en Europe depuis la pandémie et structurelles dans d'autres régions du monde, accentuent encore le problème. On utilise alors des traitements de substitution, souvent moins adaptés, qui renforcent la résistance des bactéries.

C'est dans ce contexte qu'est née Tamrisa. Quelle est votre mission ?

Tamrisa a été créée en 2024 pour lutter contre la résistance bactérienne en combinant les trois axes recommandés par l'OMS : innovation, accès renforcé et bon usage des antibiotiques. Notre ambition est double : développer de nouveaux antibiotiques et préserver ceux qui existent déjà.

Sur le plan de la recherche, nos équipes basées à Romainville en région parisienne travaillent sur deux nouveaux programmes d'antibiotiques contre les pathogènes les plus critiques identifiés par l'OMS. Ces molécules, encore en phase préclinique, ouvrent la voie à une nouvelle classe d'antibiotiques insensibles aux mécanismes de résistance développés par les bactéries au fil des ans. Le premier programme est soutenu par le consortium interna-

tional CARB-X, et Roche a pris en licence le second, signe de confiance fort dans la qualité scientifique de nos programmes.

Sur le plan de la commercialisation, nous rachetons à de grands laboratoires des antibiotiques existants, qui ne sont plus leur priorité stratégique, afin d'assurer leur disponibilité et éviter les problèmes de ruptures. Ces médicaments, commercialisés dans une quarantaine de pays, demeurent essentiels pour de nombreuses prescriptions. Cette activité contribue aussi à financer notre recherche.

Enfin, notre mission est aussi de travailler sur le bon usage de ces antibiotiques, qui implique une responsabilité à chaque étape : production et gestion des déchets, distribution, prescription... Notre modèle n'est pas fondé sur la course au volume. Ce serait recréer le problème que nous cherchons à résoudre. L'objectif est de faire durer l'efficacité des antibiotiques, anciens comme nouveaux.

La santé de demain repose-t-elle uniquement sur l'innovation thérapeutique ?

Pas uniquement. La prévention reste la première barrière. Pour suivre et renforcer les pratiques d'hygiène. Maintenir la couverture vaccinale qui a permis d'éradiquer certaines infections bactériennes. Et aussi améliorer le diagnostic. Ce sont autant de leviers essentiels. Il est par exemple opportun de développer les tests rapides, comme ceux disponibles en pharmacie, pour détecter une angine bactérienne plutôt que virale. On évite davantage de prescriptions inappropriées. Cela suppose une mobilisation collective de tous les acteurs : médecins, pharmaciens, patients, laboratoires, pouvoirs publics. La célèbre campagne « Les antibiotiques, c'est pas automatique » a marqué les esprits, mais vingt ans plus tard, nos comportements restent perfectibles. Il ne faut pas lâcher !

Tamrisa est une jeune entreprise française. Quelle est votre ambition à long terme ?

Tamrisa est une aventure entrepreneuriale, que nous portons tous les deux, soutenus par des investisseurs privés, industriels et family offices, qui se trouvent effectivement être tous français à ce jour. Notre ambition est avant tout d'apporter notre pierre dans la lutte contre cette menace majeure pour la santé de demain qu'est la résistance bactérienne. Et nous sommes aujourd'hui très encouragés dans notre démarche par l'accueil et le soutien que nous recevons, en France et à l'étranger.



Frédéric MAUTRET

Directeur des Relations et politiques sociales,
direction des Ressources Humaines, **BPIFRANCE**

Aujourd'hui, le monde du travail connaît de nombreuses mutations, notamment technologiques, qui touchent plus particulièrement les entreprises du secteur tertiaire, comme Bpifrance. Cette transformation s'accompagne d'une augmentation des troubles musculo-squelettiques (TMS) et des maladies chroniques comme le diabète, conséquences directes de la sédentarité et du manque d'activité physique. S'ajoutent les risques psychosociaux qui nécessitent une détection précoce.

Face à ces constats, l'enjeu est clair : prévenir et guérir. Il faut détecter les situations à risque pour mieux les prévenir, les anticiper et y mettre fin. Pour agir en amont, cela implique une mobilisation collective où chaque collaborateur est en mesure d'identifier les bons interlocuteurs au sein de l'entreprise pour bénéficier de mesures adaptées. L'objectif est de garantir un environnement de travail serein, sécurisé et propice à la performance. Chez Bpifrance, cette ambition est portée au plus haut niveau par la direction générale, le comité exécutif et la direction des Res-

sources humaines. C'est pourquoi Bpifrance a mis en place un Plan Santé et créé différents dispositifs.

Le Plan Handicap a été instauré et vise à accompagner les personnes en situation de handicap, en mettant l'accent sur les handicaps invisibles, qui représentent 80 % des situations, et en proposant des parcours de sensibilisation comme l'expérience immersive Projection, créée par Bpifrance et récompensée par un prix d'Innovation RH, qui permet de mieux comprendre le quotidien des personnes atteintes de maladies chroniques, de handicaps visuels, auditifs et cognitifs.

Pour renforcer l'accompagnement des collaborateurs, Bpifrance a mis en place un nouveau service d'assistance sociale avec Responsage, offrant un soutien élargi à l'ensemble des salariés. Il s'agit de repérer les signaux faibles et d'intervenir rapidement, avec une vision à la fois individuelle et collective.

Une plateforme d'alerte sociale a également été lancée, garantissant l'anonymat des signalements pour permettre de mieux identifier des situations auparavant invisibles.

Début octobre 2025, Bpifrance a reçu l'homologation pour une médecine du travail autonome, avec deux médecins, deux infirmières et une secrétaire médicale. L'objectif est d'assurer un accompagnement de proximité et des campagnes de prévention ciblées, comme les campagnes de vaccination contre la grippe et la Covid lancées à l'automne.

La mobilisation passe aussi par la formation des Responsables Ressources Humaines (RRH) et des managers sur la prévention des risques, la détection des signaux d'alerte et la gestion du handicap. Un réseau de référents prévention est en cours de déploiement dans toutes les régions. Tous les acteurs de la prévention ont un rôle à jouer : préventrice, équipe dédiée, assistante sociale, représentants du personnel, managers, RRH. Chacun est un maillon essentiel dans la chaîne d'alerte et d'écoute. La volonté de Bpifrance est d'inscrire durablement la prévention comme pilier du bien-être.

Découvrir Projection →

La région Hauts-de-France se distingue par son dynamisme dans le secteur de la santé. Elle bénéficie d'un écosystème structuré et reconnu, fondé sur des CHU, des laboratoires de recherche, des pôles universitaires, ainsi que sur des acteurs clés tels que les incubateurs Eurasanté et Eurasenior (incubateur dédié à la Silver Economy), le fonds régional Captech Santé Nutrition ou encore le pôle d'innovation cluster NSL, qui fédère les filières agronutrition, medtech, biotech et e-santé.

Pour Bpifrance, ce maillage régional facilite l'identification des projets à fort potentiel, souvent repérés dès la phase de préincubation. Travailler avec l'écosystème permet de faire émerger des projets de qualité et de les aider à se structurer dès la création. Nous veillons notamment à ce que l'équipe dirigeante mêle des profils complémentaires avec une attention particulière portée au renforcement Business de l'équipe. Les entrepreneurs peuvent être orientés vers des dispositifs comme la plateforme Tandem de Bpifrance, qui favorise la rencontre entre scientifiques et entrepreneurs, ou, avant même la création de la startup, vers la Bourse French Tech Lab permettant de financer un entrepreneur en résidence ou la formation business des chercheurs.

Plusieurs leviers peuvent ensuite être mobilisés par Bpifrance pour accompagner ces entreprises : le continuum de financement innovation en région (subventions, prêts, avances remboursables), le soutien en equity et la mise en relation avec les fonds via le pôle Dealflow, l'accompagnement des entreprises dans leur structuration via le financement de diagnostics innovation comme le diagnostic DM ou encore l'entrée dans un accélérateur thématique comme l'accélérateur santé. L'accompagnement fourni par les équipes en région passe aussi souvent par de la mise en réseau avec l'écosystème : les CHU, les incubateurs, la French Care, Business France...

Le principal défi des entreprises innovantes en santé reste le time to market : le cycle de développement est, dans bien des

cas, long et capitalistique, entraînant une forte dépendance aux levées de fonds dans un contexte où ces dernières se raréfient. Les entreprises doivent fréquemment composer avec une complexité réglementaire élevée, un accès au remboursement long et coûteux, un marché international, une protection des données robuste, l'industrialisation de leur solution, tout en continuant de développer leur produit. Bpifrance accompagne les entreprises sur tous ces fronts, en sensibilisant, finançant et structurant leur développement.

Pour l'avenir, il s'agira de renforcer les partenariats public/privé et d'accompagner plus que jamais l'industrialisation des solutions de santé.



Camille MIRALLIÉ

Délégue Innovation, direction régionale Lille,
Réseau Nord-Ouest, **BPIFRANCE**


Thibault GANANCIA

 Responsable sectoriel Innovation,
direction des Filières Industrielles, **BPIFRANCE**

Longtemps centrée sur le soin, la santé française s'ouvre désormais à la prévention. Un changement de paradigme qui devient une nécessité, autant économique que sociétale. Notre système de Sécurité sociale, héritier d'un modèle conçu à l'après-guerre, repose encore largement sur le curatif, alors même que les dépenses explosent. Pour préserver la soutenabilité du système, il faut alors miser sur la prévention. Mais sa mise en œuvre reste complexe.

Mettre la prévention au cœur de la santé de demain, c'est d'abord repenser les usages. En France, patients et soignants ont long-

temps été peu familiers de cette logique d'anticipation. Les premiers consultent lorsqu'ils sont malades, les seconds interviennent lorsqu'un symptôme apparaît. Passer à une culture du « mieux vaut prévenir » suppose de changer les mentalités, d'agir en amont, dès la formation des professionnels et dans la sensibilisation du grand public. Un chantier de longue haleine, mais indispensable.

Les entreprises innovantes, elles aussi, font face à leurs propres défis. Dans un écosystème historiquement structuré autour du remboursement des soins par la Sécurité sociale, les modèles économiques de la prévention peinent à s'imposer. Les actes de soin sont reconnus, ceux de prévention restent à inventer. Pour les porteurs de projets, il faut donc explorer des relais de croissance alternatifs. Car prévenir, c'est investir aujourd'hui pour un bénéfice qui n'apparaîtra que dans dix ou vingt ans. Cela suppose de générer des preuves solides, issues d'études longues et coûteuses, afin de convaincre les financeurs et les décideurs publics.

Bpifrance accompagne cette transition. L'État a lancé une stratégie d'accélération dédiée à la prévention, avec notamment l'appel à projets Challenge Prévention qui soutient cette génération de preuves et partage le risque avec les industriels et les acteurs académiques. Dans la continuité, l'Accélérateur Prévention aide les entreprises à bâtir des modèles viables. Par ailleurs, un fonds d'investissement spécifique doit venir soutenir les solutions les plus prometteuses.

En outre, l'innovation technologique ouvre de nouvelles perspectives. Près de 80 % des projets soutenus par Bpifrance dans le domaine de la prévention utilisent aujourd'hui le numérique, et plus particulièrement l'intelligence artificielle. Grâce aux entrepôts de données de santé et aux progrès récents en IA générative, la France dispose d'une infrastructure solide pour développer des outils de prédiction et de détection précoce des pathologies. Un déploiement large de la prévention est désormais possible grâce à ces nouvelles technologies mêlant IA et data.

Dans ce contexte, c'est un écosystème pluridisciplinaire qui se structure et que La French Care fédère. Industriels, startups, chercheurs et institutions unissent leurs forces pour inventer la santé de demain. Prévenir plutôt que guérir : la formule est ancienne, mais elle prend aujourd'hui tout son sens.

PRÉVENIR ET GUÉRIR, LES PILIERS DE LA SANTÉ DE DEMAIN

CE QU'IL FAUT RETENIR

Le vieil adage n'a jamais semblé aussi actuel. Avec le vieillissement rapide de la population – près d'un tiers des Français auront plus de 60 ans en 2050 – notre système de santé fait face à une montée continue des affections dites de longue durée (ALD) : diabètes, maladies cardiovasculaires, cancers, maladies chroniques respiratoires, maladies neurodégénératives – dont le coût humain, sanitaire et budgétaire s'accroît. Dans ce contexte, la transition d'un modèle de soin exclusivement curatif vers un modèle axé sur la prévention devient une nécessité. Activité physique régulière, alimentation, gestion du stress : la santé préventive apparaît désormais comme un levier majeur pour relever les défis démographiques et économiques à venir.

Cette transition s'accompagne de l'émergence d'un véritable écosystème économique dédié à la prévention, structuré autour de La French Care et de nouvelles dynamiques d'innovation. Tour d'horizon.

Healthtech – des perspectives globales encourageantes

Marqué par la structuration de La French Care initiée en 2022 par Bpifrance, le secteur de la Healthtech est en pleine dynamique. Pris dans sa globalité, celui-ci représente environ 2 700 entreprises (dont 864 biotechs, 1 393 medtechs et 450 entreprises consacrées à l'IA et la santé numérique), plus de 75 000 emplois directs, pour un chiffre d'affaires en croissance de 21 % et 1,4 milliard d'euros d'investissements en Recherche & Développement. Ces entreprises évoluent prioritairement sur le marché national mais se développent internationalement, avec un quart d'entre elles disposant de filiales à l'étranger. Celles-ci sont par ailleurs à 49 % au stade de commercialisation (20 % pour les biotechs, 48 % pour les medtechs et 76 % pour les entreprises IA & santé numérique).

Les domaines thérapeutiques où interviennent ces entreprises sont variés : les biotechs se concentrent notamment sur l'oncologie (25 %), le système nerveux central (14 %) et les maladies infectieuses (13 %) ; les medtechs sur la chirurgie (19 %), la cardiologie (10 %), la neurologie et l'oncologie (9 %) ; les entreprises IA & santé numérique au diagnostic digital ou assisté (14 %), à la télésurveillance des patients et aux outils pour les professionnels (11 %).

Ce secteur fait l'objet d'investissements publics importants : 7,5 milliards du plan France 2030 sont ainsi investis dans le domaine spécifique de la santé. Autre donnée marquant la dynamique impulsée, Bpifrance a attribué 682 millions d'euros d'aides au secteur de la santé en 2024.

Un secteur de la prévention en déploiement

Alors que 80 % des dépenses de santé sont aujourd'hui consacrées au curatif (c'est-à-dire le traitement visant à guérir ou résoudre le problème de santé), 3 % seulement sont dédiés à la prévention. Face à ce constat, le secteur de la prévention en santé se développe.

Ainsi, 160 millions d'aides ont été versées par Bpifrance à des projets de santé numérique à destination de plus de 250 partenaires. Ces aides en santé numérique sont notamment consacrées à la stratégie thérapeutique (28 %), au diagnostic et au dépistage (27 %), à la coordination des soins et l'optimisation des flux (25 %). Au-delà de ce soutien public, l'année 2024 a représenté 654 millions d'euros de levées de fonds en France dans le secteur de la santé numérique et l'année 2025 devrait marquer une reprise de la croissance.

Preuve de l'intérêt stratégique que de nombreux acteurs portent au secteur, plusieurs incubateurs ont également émergé sur la thématique de la prévention : comme celui de Bpifrance & PariSanté Campus qui accompagne 20 startups depuis 2023 sur les thématiques du dépistage, de l'éducation thérapeutique ou de la médecine préventive personnalisée ; ou encore le Prevent2Care Lab de la Fondation Ramsay Santé, INCO et du fonds de dotation Pfizer Innovation France qui a accompagné plus de 160 projets depuis 2018 sur des thématiques comme l'incitation comportementale, l'amélioration des dépistages et diagnostics précoces, la facilitation des suivis, etc.

Focus sur la santé mentale

Alors qu'une personne sur quatre est concernée par un trouble psychique une fois dans sa vie, la santé mentale (c'est-à-dire les troubles addictifs, psychiques et du neurodéveloppement) fait partie des grands enjeux du secteur de la santé et de la prévention. Le défi : améliorer la prévention, le diagnostic, le repérage précoce et la stratégie clinique de pathologies encore insuffisamment connues.

Preuve de l'intérêt des acteurs économiques pour cette thématique, de nombreuses startups émergent à l'image de Qare visant à rendre disponible dans la journée une téléconsultation ou de faciliter le suivi d'une thérapie en ligne ; de Sobero et Kwit qui s'intéressent à la réduction des comportements addictifs comme la consommation d'alcool et de tabac ; ou de Petit Bambou, application bien connue de relaxation et de méditation. Au niveau international, le marché des technologies de la santé mentale pesait ainsi près de 9 milliards de dollars en 2023 et devrait atteindre environ 43,9 milliards d'ici 2033.

Désignée grande cause nationale en 2025, la santé mentale et les solutions technologiques qui l'entourent font par ailleurs partie des priorités des acteurs publics. Ainsi, deux nouveaux appels à projets ont été lancés sur la santé mentale et la prévention par Bpifrance en 2024, tandis que 5,9 millions d'euros d'aide ont été distribués la même année à destination de 25 projets (à 72 % en santé numérique et ciblant à 40 % la dépression). La thématique est aussi ciblée par France 2030 et son Grand Défi « dispositifs médicaux numériques en santé mentale », tandis que les Hôpitaux de Paris lançaient en février 2025 avec plusieurs partenaires l'accélérateur d'innovation en santé mentale IMPACT.

Reste à découvrir ce que cette dynamique lancée dans le secteur de la santé mentale, de la prévention et globalement dans la Healthtech permettra d'anticiper et de guérir en matière de santé publique dans les 15 ou 30 prochaines années !

75 000
emplois directs

2 700
ENTREPRISES
dans le secteur de la
Healthtech en France

80%
des dépenses de santé
sont aujourd'hui
consacrées au curatif

7,5
MILLIARDS
du plan France 2030
sont ainsi investis dans
le domaine spécifique
de la santé

1 PERSONNE
SUR 4
concernée par un trouble
psychique une fois
dans sa vie

PA
NO
RA
MA

